

L'ACTION

s é v r i e n n e



N° 306 Janvier 2011 - 2 €

POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE

EDITO

Dans l'histoire politique de la France, la lutte contre les inégalités a toujours été une des clés du clivage entre la gauche et la droite. La révolution française et la gauche républicaine au 19ème siècle ont conquis l'égalité des citoyens devant la loi, l'égalité des droits politiques. Les socialistes depuis le 19ème siècle cherchent à dépasser cette égalité formelle : en luttant pour les droits des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie ; en créant et en développant un vaste système de sécurité sociale destiné à protéger les travailleurs des atteintes de la maladie et de la vieillesse. Ces garanties collectives, couplées avec la période de croissance des 30 glorieuses ont favorisé le progrès social : les travailleurs et leurs familles pouvaient avoir le sentiment que leur condition s'améliorait par rapport à celle de leurs parents.

Ce système n'a pas résisté aux crises capitales et à la montée depuis le milieu des années 70. Les réformes menées par la droite, comme celle des retraites en 2010, ont prétexté de le sauver.

Il faut donner plus de capital public à ceux qui ont moins de capital social.

Conséquence : l'Etat

providence ne parvient plus aujourd'hui à endiguer la montée des inégalités, de la pauvreté et de la précarité.

C'est pourquoi le combat des socialistes ne peut se limiter à réparer a posteriori les injustices et les méfaits du capitalisme. Il vise aussi à intervenir au sein du système productif pour limiter les inégalités. Les socialistes proposent ainsi d'instaurer un revenu maximum à côté du revenu minimum. Ils proposent aussi de sécuriser les parcours professionnels et de permettre une véritable progression tout au long de la vie active. **La sécurité sociale professionnelle sera l'une des grandes réformes que la gauche proposera aux Français en 2012**, comparable à l'ambition qui a fondé la sécurité sociale en 1945.

Mais il faut aller encore plus loin. En se battant pour la justice sociale, les socialistes ont toujours voulu lutter à la fois contre l'exploitation économique qui entraîne des inégalités de conditions et contre la reproduction sociale des privilèges. L'enjeu est aujourd'hui de permettre une égalité réelle en concentrant les moyens publics sur ceux qui en ont le plus besoin. **Il faut donner plus de capital public à ceux qui ont moins de capital social.** Cela suppose de redonner des moyens aux services publics et de relancer les politiques publiques en faveur de l'emploi, du logement, de la santé et surtout de l'éducation.



Depuis 10 ans la droite a creusé comme jamais les inégalités sociales dans notre pays. Les riches sont de plus en plus riches et, à l'opposé, une fraction croissante de la population s'enfoncé dans une pauvreté durable.

Face à cette situation, Nicolas Sarkozy, déjà en campagne pour 2012, pratique la démagogie et cultive le populisme. Pour masquer l'échec du « travailler plus pour gagner plus », il accuse les 35 heures que sa loi TEPA (Travail, Emploi, et Pouvoir d'Achat) a pourtant largement contribué à détricoter. Il stigmatise les immigrés et les Roms, qu'il accuse d'être à l'origine de la délinquance dans notre pays.

Les mensonges et les promesses non tenues du Président de la République ont de quoi indigner pour faire écho au titre du livre de Stéphane Hessel dont nous parlons dans ce numéro. Mais s'indigner et retrouver l'esprit de la Résistance ne suffit pas. Notre pays a besoin de changements profonds pour retrouver la voie du progrès social et sa place en Europe et dans le monde. Le socialisme ne peut plus se contenter aujourd'hui de réparer les dégâts causés par le capitalisme libéral. Il doit agir pour que chacun puisse vivre librement et maîtriser son destin et cela suppose davantage d'égalité réelle.

Que les Sévriens et tous nos concitoyens nous rejoignent nombreux dans ce combat, c'est le vœu que nous faisons pour 2011.

Excellente année 2011 à chacun d'entre vous et à tous ceux qui vous sont chers !

A lire

p.2 Vent de démocratie en Tunisie
p.2 Contre l'impunité, la mémoire
p.2 Indignez-vous !

P.3 Démocratie au conseil municipal
p.3 Appel au soutien d'Espaces
p.4 Le bilan de GPSO, un an après

VENT DE DÉMOCRATIE EN TUNISIE



Avec les amis tunisiens de Sèvres, nous nous réjouissons du départ de Ben Ali de la présidence tunisienne. Et nous sommes solidaires du peuple tunisien pour son courage et sa détermination en faveur de plus de liberté et plus de justice. Comme l'a rappelé Martine Aubry :

« Le départ du Président Ben Ali doit permettre la transition démocratique. Cela passe par la libération de l'ensemble des prisonniers politiques, l'établissement de toutes les libertés démocratiques et la préparation d'élections libres dans les meilleurs délais. »

La diplomatie française doit s'engager sans ambiguïté en faveur de la démocratie en Tunisie, à laquelle le peuple tunisien a montré qu'il aspirait avec force ».

CONTRE L'IMPUNITÉ, LA MÉMOIRE

Nous étions nombreux le 10 décembre, militants socialistes, amis chiliens, Sévriens attirés par cette soirée de témoignages sur « le Chili, contre l'impunité, la mémoire ». Thomas Huchon est venu parler de ce rêve politique incarné par Salvador Allende entre 1970 et 1973, une politique qui mettait en œuvre les transformations sociales pour lesquelles il avait été élu, en rassemblant les forces vives de son pays. Ce rêve s'est fracassé pour ouvrir une des pages les plus noires de l'histoire

du Chili. Ricardo Parvex, président de l'association des ex-prisonniers politiques chiliens en France, qui lutte depuis des années contre l'impunité de la dictature, a témoigné de ces années terribles pour les milliers de Chiliens arrêtés, torturés, disparus au moment où s'ouvre à Paris le procès de la dictature chilienne. Après toutes ces années, des peines lourdes ont été prononcées à Paris contre les responsables de la junte chilienne parce que vérité et justice sont indissociables. Retrouvez les témoignages de



cette soirée sur la vidéo à l'adresse :

<http://www.partisocialiste-sevres.org/>



Un petit livre de 25 pages fait sensation ces dernières semaines en France et aussi à l'étranger. L'auteur, Stéphane Hessel, âgé de 93 ans nous dit « **indignez-vous !** ». Il a derrière lui une carrière exceptionnelle qui lui confère une très grande autorité.

Né à Berlin en 1917, il s'installe à Paris avec ses parents en 1924, est naturalisé français en 1937.

En 1939, il entre à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, mais la guerre l'oblige à interrompre ses études

et il connaît la « drôle de guerre » sous l'uniforme et rejoint en 1941 le général de Gaulle à Londres.

En 1944, il est parachuté en France pour entrer en contact avec la résistance ; arrêté le 10 juillet sur dénonciation, il est torturé et envoyé au camp de concentration de Buchenwald ; il finira par s'évader à la deuxième tentative.

Puis il commence une carrière de diplomate aux Nations Unies où il fait partie de l'équipe qui rédige la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Son livre s'inspire du Programme du Conseil National de la Résistance et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qu'il a co-rédigés.

« Je me suis toujours situé du côté des dissidents »

DÉMOCRATIE AU CONSEIL MUNICIPAL !

Lors des Conseils municipaux, les élus de l'opposition analysent les délibérations qui sont mises à leur disposition. Ils sont amenés, souvent, à retracer l'historique des délibérations et à pointer parfois des écarts, sinon des incohérences dans la gestion du maire et de sa majorité.

Nos élus socialistes relayent avec obstination ce que leur disent les Sévriens sur l'aménagement du Centre ville, le coût des services municipaux ou les problèmes de stationnement, pour ne reprendre que quelques-unes des questions qui fâchent les Sévriens. Le maire n'aime pas voir évoquées, ni en public, ni en Conseil municipal.



Lorsqu'il est à court d'arguments face à l'évidence de certaines critiques, le maire se met en colère et assène alors, sans la moindre retenue et la moindre justification, que les élus d'opposition, et notamment les élus socialistes, ne sont que des menteurs ou des incompetents. Face à une telle attitude, indigne de sa fonction, mais pourtant relayée par les élus UMP dans leur tribune du Sévrien, nous ne pouvons que vous encourager à assister aux Conseils municipaux, à lire nos interventions diffusées sur le site Web du Parti socialiste de Sèvres, à nous rencontrer pour découvrir des alternatives, peut être plus en phase avec les vrais problèmes des Sévriens que les discours formatés du journal municipal.

APPEL AU SOUTIEN D'ESPACES



L'association Espaces est appréciée des Sévriens pour sa gestion des espaces naturels de nos villes : berges de la Seine, étangs de Ville d'Avray, escaliers de Sèvres, jardins solidaires, Et nombre d'entre nous ont participé aux visites organisées par l'association pour redécouvrir nos espaces naturels et mieux comprendre ce qu'est un comportement éco-citoyen.



Les chantiers d'insertion de l'association emploient aujourd'hui 133 personnes en grande précarité. C'est cette action de solidarité et de proximité par l'écologie urbaine qui est aujourd'hui menacée par la baisse des subventions et sa mise en concurrence avec le privé dans le cadre de procédures d'appels d'offres.

L'association Espaces vous demande de la soutenir.

Pour en savoir plus :

<http://www.association-espaces.org>

Billet d'humeur



Le Conservatoire de Sèvres est maintenant géré par GPSO. Les noms de MM Baguet, maire de Boulogne, Kosciusko-Morizet, maire de Sèvres et Guillet maire de Chaville, inscrits depuis peu au bas des invitations aux concerts du Conservatoire, sont là pour nous le rappeler. Pour autant, le conservatoire, désormais à « rayonnement communal » (qu'est-ce cela veut dire ?), n'est pas devenu moins élitiste. Pratiquer la musique ou la danse à Sèvres reste réservé à la petite fraction de la population qui a les moyens de payer le coût de la redevance en une seule fois, en décembre.

LE BILAN DE GPSO, UN AN APRÈS SA CRÉATION

Née en janvier 2010 de la fusion des deux communautés Val de Seine (Boulogne et Sèvres) et Arc de Seine (Chaville, Issy les Moulineaux, Meudon, Ville d'Avray et Vanves), la Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest (GPSO) est forte de 300 000 habitants et de 300 millions de budget. GPSO est la communauté la plus riche du département le plus riche de la région la plus riche de France.



Elus socialistes de Sèvres, nous avons soutenu la fusion de Val-de-Seine et d'Arc-de-Seine, tant il nous semblait évident que Sèvres appartenait autant au bassin de vie constitué de Chaville, Ville d'Avray et Meudon, qu'à celui de Boulogne. Nous avons également mené le combat des élus de la gauche et des Verts des 7 villes de GPSO pour que l'opposition soit représentée au Conseil de communauté. L'opposition y dispose finalement de 12 sièges sur 84 conseillers communautaires, soit même pas 15%. L'UMP, avec ses alliés, règne sans partage sur GPSO.

GPSO : une technocratie, pas un projet de territoire.

Une administration imposante s'est développée pour gérer les compétences élargies de GPSO par rapport à celles des 2 communautés qui ont fusionné. Il n'est pas un domaine de la vie quotidienne des Sévriens qui ne soit concerné par les compétences transférées à la communauté, sans aucun projet fédérateur. Qu'il s'agisse du transport, du logement ou de la culture, la mise en place de projets communs structurants tarde à venir et des questions aussi concrètes que, par exemple, le transport des personnes à mobilité réduite, continuent d'être traitées de façon disparate au sein de l'agglomération.

La technocratie GPSO est gérée comme un conseil d'administration. Les maires décident en petit comité, en arbitrant entre leurs intérêts communaux. Le Conseil de communauté n'est là que pour entériner leurs décisions, surtout pas pour en débattre. L'opposition est tolérée, mais ouvertement empêchée de travailler. Le Conseil du 24 juin dernier avait 2 heures pour traiter les 64 points inscrits à l'ordre du jour et le Président de la Communauté s'est éclipse après 30 minutes au motif d'obligations plus importantes... Tout un symbole !

GPSO est un outil au service de la droite des Hauts de Seine. Les préoccupations sociales défendues par la gauche n'y ont pas leur place. Les objectifs de logements sociaux n'ont été réalisés qu'à 50%. Le maillage des transports publics reste un vœu pieux. GPSO a pris partie sans débattre pour le projet de « Grand Huit » du Grand Paris de N. Sarkozy contre le projet Arc Express de la Région. Enfin l'action sociale est réduite au minimum, à tel point que le maire de Sèvres, vice-président de GPSO en charge de sa mise en œuvre, veut ouvrir à la concurrence par un appel d'offres les actions d'insertion menées par l'association Espaces.

Des finances florissantes. La réforme de la taxe professionnelle, qui pénalise tant les départements, a permis, au contraire à GPSO de bénéficier d'une manne de 10 millions d'euros. Bien entendu, pas question d'opérer la moindre redistribution. Au contraire, l'exécutif de GPSO cherche à limiter les dispositifs de péréquation, pourtant modestes, qui existent encore. Enfin, après avoir promis de ne jamais taxer les ménages, le Président et les vice-présidents de GPSO (dont certains sont parlementaires) ont intégré sans vergogne la taxe d'habitation dans les ressources de la communauté. Ce n'est sûrement pas pour la faire diminuer.

**REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE
SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY**

Jacques Blandin, secrétaire de section

Permanence le samedi matin

au local de la section :

2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Abonnement à *L'Action sévrienne* : par chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)

à adresser à Pierrette Lafue,

11 place d'Orion, 92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevrienne@free.fr

Site web: partisocialiste-sevres.org

L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Frédéric Durdux

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart